



Un congrès pour être à l'offensive!

Dans la semaine du 2 au 6 avril se déroulera le 2^{ème} congrès de la CGT Finances Publiques. Dès le mois de février, les sections se réuniront en Assemblée Générale pour construire collectivement les orientations du syndicat.

A quelques encablures des échéances présidentielles et législatives, cette phase de préparation va revêtir un caractère crucial dans l'élaboration des ripostes syndicales nécessaires pour influencer le contenu des politiques à venir et inverser les processus régressifs engagés au sein de la DGFiP.

2012 sera bel et bien une année charnière pour l'avenir des salariés du privé et du public.

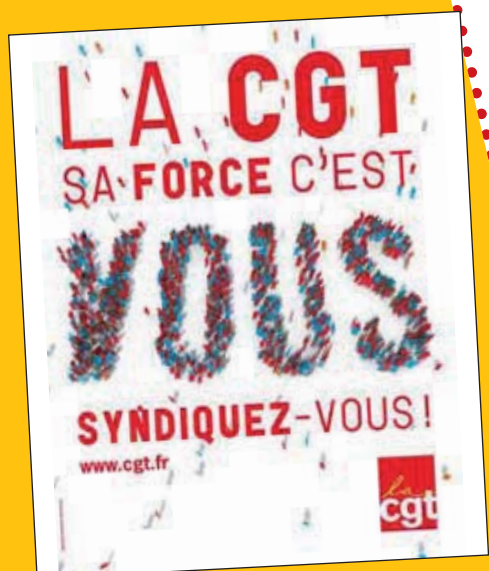
Du niveau de combativité du monde du travail dépendra les possibilités de rupture avec les plans d'austérité imposés aux peuples européens, dans l'unique but de sauvegarder les intérêts des marchés financiers et des affairistes.

C'est avec l'ambition de développer des fronts de luttes pour satisfaire l'ensemble des revendications et construire une réelle alternative que la CGT Finances Publiques aborde cette nouvelle année.

Outre les nécessaires débats d'idées, et sans avoir vocation de revenir sur les orientations adoptées à SEIGNOSSE, notre congrès doit servir de points d'appui aux mobilisations sociales. Cela implique l'engagement de tou(te)s les syndiqué(e)s dans la vie de notre organisation tant au niveau des prises de décisions que du travail quotidien à accomplir pour gagner sur nos revendications.

Soyons offensifs !

AVEC UN SYNDICALISME DE TERRAIN ET DE CONQUETES SOCIALES



Montreuil, le 7 février 2012

Syndicat national CGT Finances Publiques

- Case 450 ou 451 - 263 rue de Paris 93514 Montreuil Cedex
- dgfip@cgt.fr • www.financespubliques.cgt.fr
- Tél. : 01.48.18.80.16

Au coeur des débats



SOUFFRANCE AU TRAVAIL

Elle existe depuis longtemps à la DGFIP, ce que l'augmentation dramatique du nombre de suicides démontre. Faisant suite aux interventions combatives de la CGT Finances Publiques, la Direction Générale a été contrainte d'ouvrir le chantier des conditions de vie au travail.

Pour la CGT Finances Publiques, les groupes de travail à venir sur ce sujet ne sauraient être un alibi de concertation sociale. La question de l'emploi doit être au cœur des discussions.

Notre congrès doit être un moment privilégié permettant aux syndiqué(e)s d'intervenir sur les réponses à construire.

AUGMENTER NOS SALAIRES PAS LES ACTIONNAIRES

Catégorie	1986	2012
A	63%	15%
B	24%	3%
C	15%	0%

Situation du traitement indiciaire brut des agent(e)s en début de carrière par rapport au SMIC.

POURSUIVRE LA BATAILLE DE L'EMPLOI ET DES MISSIONS !

Pour l'année 2011, les documents transmis à l'occasion du CTR Emploi (ancien CTPC) font état d'une prévision du taux de non remplacement des départs à la retraite à 71,4% (bien au delà de l'objectif gouvernemental de 1 sur 2). Entre 2006 et 2010, la catégorie C a perdu plus de 20% de ses effectifs. Avec TAGERFIP, nouvel outil de répartition des emplois, il s'agit toujours de supprimer des emplois, au mépris des missions et des conditions de vie au travail. Corrélativement au nombre de chaises vides, les charges de travail augmentent.

S'appuyant sur la détresse des collègues, l'administration met en avant la réingénierie des process de travail comme alternative aux effets dévastateurs des suppressions d'emplois. En réalité, l'objectif est d'organiser méthodiquement la casse des collectifs de travail et le démantèlement du réseau.

Pour sa part, la CGT Finances Publiques y est fermement opposée. Des réponses immédiates doivent être apportées aux collègues en souffrance dans les postes. La bataille de l'emploi est un enjeu central pour l'avenir de notre administration et des services publics. Il ne concerne pas que les agents mais aussi les usagers et les élus. Construire des mobilisations sociales à la DGFIP créant des points d'ancrage avec des mouvements citoyens relève bien d'une des priorités revendicatives qui nous incombe de bâtir.

RGPP, MOBILITÉ, PFR ... : ON N'EN VEUT PAS !

Une large partie de notre projet d'orientation est consacré à la vie quotidienne des agent-e-s (droits et garanties, vie au travail, refus des réformes du gouvernement...)

La RGPP représente un formidable accélérateur des processus de remise en cause du rôle et de la conception de l'Etat. Conforme à la vision libérale, considérant les droits et garanties statutaires des fonctionnaires comme une entrave « à la modernisation des services publics », cette réforme est constituée d'un ensemble de mesures régressives ouvrant notamment la porte à la banalisation des licenciements dans la fonction publique, à la mobilité forcée (géographique ou fonctionnelle) et à de nouveaux types d'évaluation fondés sur la généralisation de la rémunération au mérite. Arrivant au terme de son existence quinquennale, la RGPP aura été un outil conçu pour livrer en pâture au privé les missions publiques présentant un intérêt lucratif. En Mai-Juin 2008, seules les actions de grève et de blocage menées à la DGFIP auront permis de faire reculer l'administration sur son projet d'application de la loi sur la mobilité. **A la DGFIP comme dans l'ensemble de la Fonction Publique, poursuivons et développons les luttes pour défendre et améliorer nos droits et garanties.**

La vie syndicale : un enjeu majeur !

La violence de la crise sociale, amplifiée par les plans d'austérité engage directement la responsabilité de la CGT pour construire avec les salariés des points de résistances et d'appui au développement actif des mobilisations.

Dans cette perspective, le renforcement de la syndicalisation et la qualité de notre vie syndicale sont plus que jamais à l'ordre du jour. Dans le cadre de la préparation de notre congrès, les pistes de réflexions proposées s'inscrivent dans cette logique. La formation syndicale doit faire l'objet d'efforts particuliers. Nous devons donner toute sa place au syndiqué en le rendant directement acteur des politiques revendicatives et de la vie de son organisation.

C'est à ces seules conditions que nous pourrons faire vivre un syndicalisme de terrain, de lutte, de proposition et de conquête sociale à la hauteur des attentes des agents de notre administration et du monde du travail dans son ensemble.



Rassemblement devant Bercy le 2 février 2012

Pour télécharger les projets de document d'orientation :
➡ Espace syndiqués ➡ cliquer sur l'image "2^{ème} Congrès Guidel-Morbihan"

RESISTER



A l'heure où une agence de notation, dégrade la note de la France, comme celle de huit autres pays de la zone euro en invoquant, entre autres, le fait que les programmes d'austérité réduisent la capacité de ces pays à rembourser leur dette, le gouvernement accentue ses attaques contre les travailleurs.

RESIST

RESISTIR

WIDERSTEHEN

ΑΝΤΙΣΤΑΘΟΥΝ

FACE A LA CRISE : ZOOM sur quelques unes des 10 exigences portées par la CGT

Revaloriser les salaires, les pensions et les minima sociaux

A la DGFiP : La CGT Finances Publiques se prononce pour une revalorisation immédiate du point d'indice, indexée sur un nouvel outil de référence prenant mieux en compte les dépenses effectives des salariés et l'évolution réelle du coût de la vie. Nous exigeons le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat subies depuis des années. Nous réclamons la construction de grilles indiciaires prenant en compte la reconnaissance des qualifications et garantissant un bon niveau de vie.

Stopper les suppressions d'emplois

Particulièrement sinistré, avec plus de 20 000 suppressions de postes en 10 ans, la DGFiP s'est vue infliger l'une des plus importantes saignées réalisées dans le pays. Nous revendiquons non seulement l'arrêt des suppressions d'emplois et des licenciements mais aussi un plan pluriannuel de recrutement et de promotion basé sur les besoins réels et non les fausses contraintes budgétaires créées par les centaines de milliards d'euros d'argent public balancés pour continuer à nourrir la spéculation financière.

Développer les politiques publiques :

La crise systémique renforce l'exigence d'un grand débat citoyen sur la place et le rôle de l'Etat ainsi que sur le mode des politiques publiques et le type de Service Public nécessaire pour répondre aux besoins de la nation autrement que par les plans

d'austérité. Le maintien et le développement des missions exercées à la DGFiP est une des conditions essentielles pour que les services publics jouent pleinement leur rôle en faveur du développement économique, du progrès social et assurent une égalité de traitement des citoyens quelles que soient leurs capacités contributives ou leurs zones d'habitation.

Contre l'injustice sociale : réformer la fiscalité

Accroître la progressivité de l'impôt sur le revenu et créer de nouvelles tranches pour les hauts revenus ; augmenter l'impôt sur la fortune (ISF) ; supprimer les niches fiscales inutiles selon leur impact économique et social ; soumettre à cotisation tous les revenus sans distinction ; alléger les impôts indirects (TVA) qui pèsent proportionnellement plus sur les plus modestes ; réformer l'impôt sur les sociétés en pénalisant le versement de dividendes et la spéculation pour favoriser l'investissement, l'emploi et les salaires ; revoir la fiscalité locale afin de réduire les impôts et taxes sur les ménages à revenu modeste ; réformer le financement de la protection sociale... Voici quelques-unes des pistes de réflexions.

Création d'un pôle financier public

La création d'un tel pôle doit permettre une réappropriation collective et publique des moyens financiers favorisant l'investissement productif : l'emploi, la formation, la recherche et les équipements, en Europe et dans le monde.

